

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 27 december 1985.

Art. 3. De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 december 1985.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter,  
Ph. MONFILS

F. 86 — 1025

**5 JUIN 1986. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
relatif aux membres du personnel technique et dirigeant des bibliothèques publiques reconnues  
et aux subventions-traitements**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, notamment l'article 4, 2; l'article 8, § 1er, et l'article 11, alinéa 1er;

Vu le décret du 8 juillet 1983 interprétatif de l'article 12 du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984 fixant les critères selon lesquels les pouvoirs organisateurs des bibliothèques publiques reconnues établissent le cadre de leur personnel;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juillet 1984 fixant les conditions générales et particulières de reconnaissance des bibliothèques publiques locales, principales et centrales, en application des articles 2, § 2 et 4, du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985;

Vu l'avis du Conseil supérieur des bibliothèques publiques;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre-Président qui a le budget dans ses attributions, donné le 14 mai 1986;

Vu les lois coordonnées du 12 janvier 1973 sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence justifiée;

Par la nécessité d'abroger le plus tôt possible l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982 relatif aux membres du personnel dirigeant et technique des bibliothèques publiques reconnues et aux subventions-traitements, en raison de la restriction des disponibilités budgétaires de la Communauté française;

Par la nécessité de pallier le désengagement financier des villes et communes qui entraînant des départs de membres du personnel, remettent en cause la continuité des services et mettent en danger l'emploi;

Par la nécessité de reconnaître les bibliothèques publiques en application du décret du 28 février 1978 pour leur permettre d'établir leur cadre en temps utile, afin d'assurer cette continuité des services;

Sur la proposition de notre Ministre-Président, chargé des affaires culturelles,

Arrêtons :

**TITRE Ier. — Définitions**

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

**1. Ancienneté spécifique**

L'ancienneté acquise dans les bibliothèques publiques reconnues en application du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, en qualité de membre du personnel technique et dirigeant;

**2. Ancienneté pécuniaire**

L'ancienneté acquise, même en dehors d'une bibliothèque publique reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978, et qui détermine le traitement du membre du personnel;

**3. Bibliothèque publique**

La bibliothèque publique reconnue en application du décret du 28 février 1978;

**4. Brevet d'aptitude**

Le brevet d'aptitude à tenir une bibliothèque publique organisé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 relatif au brevet d'aptitude à tenir une bibliothèque publique;

**5. Cadre de la bibliothèque publique**

Le cadre de son personnel technique et dirigeant,

— établi conformément aux dispositions fixées par le présent arrêté en ce qui concerne le nombre de membres du personnel qu'il comprend et selon les critères fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984 fixant les critères selon lesquels les pouvoirs organisateurs des bibliothèques publiques reconnues établissent le cadre de leur personnel, modifié par le présent arrêté en ce qui concerne les différents grades qu'il comprend et leur répartition;

**6. Cadre subventionné**

Le cadre subventionné est l'ensemble des membres du cadre pour lesquels le pouvoir organisateur de la bibliothèque publique bénéficie de subventions-traitements pendant l'année en cours;

**7. Certificat élémentaire**

Le certificat élémentaire d'aptitude à fonctionner dans une bibliothèque publique organisé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986 relatif au certificat élémentaire d'aptitude à fonctionner dans une bibliothèque publique;

**8. Commission d'équivalence**

La Commission prévue à l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juillet 1984 fixant les conditions générales et particulières de reconnaissance des bibliothèques publiques locales, principales et centrales en application des articles 2, § 2 et 4 du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, modifié par le présent arrêté;

**9. Grade subventionné**

Un grade prévu au sein du cadre de la bibliothèque publique et dont le titulaire bénéficie d'une subvention-traitement;

**10. Le Ministre**

Le Ministre qui a le service public de la lecture dans ses attributions;

**11. Population du territoire de compétence**

La population du territoire considéré, fixée annuellement dans le *Moniteur belge*, sans préjudice de l'article 12, d) et f) de l'arrêté ministériel du 28 février 1980 définissant les différents types de bibliothèques publiques et organisant le développement fonctionnel du réseau.

**TITRE II. — Disposition générale**

**Art. 2.** Les membres du personnel technique et dirigeant des bibliothèques publiques reconnues dans le cadre du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, sont nommés, promus et révoqués par le pouvoir organisateur, conformément aux conditions fixées par le présent arrêté, qu'ils soient soumis à un régime statutaire ou engagés dans les liens d'un contrat de travail.

**TITRE III. — De la carrière**

**Art. 3.** Les subventions-traitements sont octroyées pour les grades énumérés à l'annexe du présent arrêté.

**Art. 4.** Les grades subventionnés de chauffeur-classeur, classeur-magasinier, relieur, aide bibliothécaire, technicien adjoint, bibliothécaire adjoint, bibliothécaire gradué, bibliothécaire dirigeant, bibliothécaire directeur et bibliothécaire directeur principal, peuvent être pourvus par recrutement.

**Art. 5.** Les grades de chauffeur-classeur principal, classeur-magasinier principal, relieur principal, technicien adjoint principal, assistant bibliothécaire, bibliothécaire adjoint, bibliothécaire gradué, bibliothécaire principal, bibliothécaire dirigeant, bibliothécaire en chef, bibliothécaire directeur et bibliothécaire directeur principal, peuvent également être pourvus par promotion.

**Art. 6.** Pour pouvoir être nommé, au sein du cadre d'une bibliothèque publique, tout membre du personnel technique et dirigeant doit remplir les conditions suivantes :

- être Belge;
- être de conduite irréprochable;
- jouir des droits civils et politiques;
- pour les candidats masculins, satisfaire aux lois sur la milice;
- être âgé de 18 ans au moins;
- être porteur des titres et/ou avoir l'ancienneté spécifique mentionnés à l'annexe du présent arrêté en regard du grade auquel il est nommé;
- être déclaré physiquement apte à l'exercice de la fonction qui correspond au grade auquel il est nommé.

**Art. 7.** L'ancienneté spécifique est égale à la durée totale des services admissibles.

**Art. 8.** Sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté spécifique, les services rémunérés, effectifs ou assimilés, accomplis par le membre du personnel dans une bibliothèque publique reconnue dans le cadre du décret du 27 février 1978, en étant titulaire d'un des grades du personnel technique ou dirigeant, énumérés à l'annexe du présent arrêté.

**Art. 9.** Sont admissibles pour le calcul de l'ancienneté spécifique, les services rémunérés, effectifs ou assimilés, accomplis par le membre du personnel, dans une bibliothèque publique reconnue dans le cadre de la loi du 17 octobre 1921, en étant titulaire d'une fonction qui correspond à l'un des grades du personnel technique et dirigeant, énumérés à l'annexe du présent arrêté.

**TITRE IV. — Nombre de membres du personnel technique et dirigeant pour lesquels les bibliothèques publiques reconnues peuvent bénéficier des subventions-traitements**

**Art. 10.** Le nombre de membres du personnel technique et dirigeant pour lesquels des subventions-traitements sont octroyées au pouvoir organisateur d'une bibliothèque publique est exprimé en nombre d'emplois comportant des prestations complètes.

**Art. 11.** Ce nombre d'emplois comportant des prestations complètes peut être traduit en mi-temps ou en quart-temps, le tout sous réserve d'un avis favorable de l'administration sur base d'un rapport justificatif du pouvoir organisateur.

**Art. 12.** La répartition entre les différents grades du nombre d'emplois comportant des prestations complètes ou, le cas échéant, incomplètes est établie selon les critères fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984, modifié par le présent arrêté. Un emploi dans une même institution ne peut être partagé entre une fonction dirigeante et une fonction technique.

**Art. 13.** Le nombre de membres du personnel technique et dirigeant pour lesquels des subventions-traitements sont octroyées au pouvoir organisateur d'une bibliothèque publique locale, filiales et dépôts éventuels y compris, se calcule d'après la formule suivante, dont le résultat est arrété à la première décimale :

$$\frac{\text{Nombre de lecteurs}}{1\ 400} + \frac{\text{nombre de prêts}}{76\ 000} = \text{nombre de membres du personnel.}$$

Il convient d'entendre :

- 1° par nombre de lecteurs : le nombre d'inscrits réguliers lors de la dernière année civile complète et au minimum 10 % de la population du territoire de compétence de la bibliothèque;
- 2° par nombre de prêts : le nombre de prêts par inscrits réguliers lors de cette même année et au maximum 30 prêts par inscrit régulier.

**Art. 14.** Si le résultat obtenu tel que défini à l'article 13 est inférieur à 1, le nombre de membres du personnel technique et dirigeant pour lesquels des subventions-traitements sont octroyées au pouvoir organisateur de la bibliothèque locale est fixé forfaitairement à 1.

**Art. 15.** Quand il y a plusieurs bibliothèques publiques locales installées sur le territoire d'une même commune, le nombre de membres du personnel de chaque bibliothèque publique locale concernée est fixé en prenant d'office en considération les nombres réels des lecteurs et des prêts tel que prévu à l'article 13, 1° et 2° du présent arrêté.

**Art. 16.** Le nombre de membres du personnel technique et dirigeant pour lesquels des subventions-traitements sont octroyées au pouvoir organisateur d'une bibliothèque publique principale, filiales et dépôts éventuels y compris, est fixé à :

- 5 unités pour un territoire de compétence dont la population est inférieure ou égale à 50 000 habitants;
- augmenté d'une unité par fraction supplémentaire de population égale à 50 000 habitants et d'une unité pour la fraction excédentaire de population égale à 25 000 habitants.

**Art. 17. § 1er.** Le nombre de membres du personnel technique et dirigeant pour lesquels des subventions-traitements sont octroyées au pouvoir organisateur d'une bibliothèque publique centrale, filiales et dépôts éventuels y compris, est fixé à :

- 10 unités pour un territoire de compétence dont la population est inférieure ou égale à 500 000 habitants;
- augmenté de 5 unités par fraction supplémentaire de population égale à 500 000 habitants et de 5 unités pour la fraction excédentaire de population égale à 250 000 habitants.

§ 2. Le nombre calculé tel que fixé au § 1er, est augmenté de :

- 3 unités pour la section de la bibliothèque publique centrale qui gère le prêt interbibliothèque (dite section itinérante);
- 1 unité par bibliobus léger, deux unités par bibliobus lourd et 3 unités par bibliobus lourd articulé, à raison du nombre d'heures réellement prestées par ces bibliobus (bibliothèque publique circulante).

**Art. 18.** Lorsqu'une même bibliothèque publique est reconnue dans plusieurs catégories, le nombre de membres de personnel technique et dirigeant pour lesquels des subventions-traitements sont octroyées à son pouvoir organisateur est égal au total des nombres fixés pour chacune des catégories.

#### TITRE V. — Des subventions-traitements

##### Chapitre Ier. — Dispositions générales

**Art. 19.** Les subventions-traitements ne sont octroyées que pour le nombre des membres du personnel fixé par catégorie de bibliothèques par le présent arrêté et dans les limites des emplois prévus par catégorie de bibliothèque par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984, modifié par le présent arrêté.

**Art. 20.** Les subventions-traitements sont dues à partir du 1er janvier de l'année qui suit la reconnaissance de la bibliothèque publique.

**Art. 21.** Seul le mode de calcul adopté en matière de subventions-traitements détermine le montant de la subvention accordée nonobstant les dispositions barémiques liant le pouvoir organisateur à son personnel, au moment de la reconnaissance. La différence en faveur de l'agent déjà en fonction restera à charge dudit pouvoir.

##### Chapitre II. — Du montant des subventions-traitements

**Art. 22.** La subvention-traitement se compose de la rémunération brute augmentée des avantages légaux.

**Art. 23.** Le traitement d'un membre du personnel est fixé lors de son entrée en service dans un grade :

- 1° dans l'échelle afférente au grade dont il est titulaire;
- 2° au traitement qui correspond à son ancienneté pécuniaire;
- 3° au prorata des prestations qu'il effectue.

**Art. 24. § 1er.** Les échelles des traitements bruts afférents aux grades subventionnés sont mentionnées à l'annexe du présent arrêté.

§ 2. Ces échelles comprennent :

- un traitement minimum;
- des augmentations barémiques;
- un traitement maximum.

§ 3. Tous les montants sont exprimés à l'indice cent.

Art. 25. Les règles en matière d'ancienneté pécuniaire en usage pour le personnel de la communauté sont transposées d'office pour le calcul des prestations et des subventions-traitements du personnel des bibliothèques.

Art. 26. Le membre du personnel le plus haut en grade de la bibliothèque publique y effectue toujours des prestations complètes.

### Chapitre III. — De l'octroi des subventions-traitements

#### Section première. — De la procédure

Art. 27. Le pouvoir organisateur de la bibliothèque publique établit le cadre de son personnel technique et dirigeant en tenant compte des dispositions fixées par le présent arrêté et selon les critères fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984, modifié par le présent arrêté en ce qui concerne les différents grades qu'il comprend et leur répartition.

Art. 28. Le cadre est soumis pour approbation au Ministre.

Art. 29. Les subventions-traitements ne peuvent être octroyées qu'après approbation du cadre.

Art. 30. Toute modification du cadre de la bibliothèque publique n'a d'effet sur les subventions-traitements qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'approbation du Ministre sur le cadre modifié.

Art. 31. L'octroi de la subvention-traitement est conditionné par la production à l'administration de la Communauté, d'un dossier complet constitué de toutes les pièces justificatives utiles à cette vérification et au calcul de l'ancienneté pécuniaire du titulaire.

Art. 32. Les subventions-traitements sont versées semestriellement au pouvoir organisateur de la bibliothèque publique qui paie à chaque membre du personnel son traitement, de telle sorte que le traitement brut mensuel afférent aux prestations subventionnées soit au moins égal à la subvention-traitement versée pour ce membre du personnel.

Art. 33. Tout changement survenant dans la situation d'un agent subventionné doit être signalé à l'administration.

#### Section II. — Des sanctions

Art. 34. S'il apparaît que des données inexactes ont été fournies ou que les dispositions fixées par le présent arrêté n'ont pas été respectées ou que les subventions-traitements ont été affectées à d'autres dépenses qu'au paiement des traitements prévus, le Ministre peut :

- 1<sup>o</sup> suspendre le versement des subventions-traitements en tout ou en partie;
- 2<sup>o</sup> exiger le remboursement des subventions-traitements indûment versées, assorti d'une amende égale au quart de ces subventions.

### TITRE VI. — Dispositions complémentaires

Art. 35. Dans les articles 2 à 6 du même arrêté, les mots « à l'annexe I de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982 » sont remplacés par les mots « à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986 ».

Art. 36. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juin 1984 fixant les critères selon lesquels les pouvoirs organisateurs des bibliothèques publiques reconnues établissent le cadre de leur personnel est complété comme suit :

« Toutefois le grade de bibliothécaire directeur principal ne pourra exister que dans la bibliothèque publique centrale répondant aux conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> qu'elle accueille 20 000 lecteurs par an;
- 2<sup>o</sup> qu'elle effectue 500 000 prêts par an;
- 3<sup>o</sup> qu'elle possède 400 000 volumes. »

Art. 37. Dans les articles 7 et 8 du même arrêté, le mot « bibliothécaire » est remplacé par les mots « bibliothécaire gradué ».

Art. 38. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. Les subventions-traitements sont octroyées au pouvoir organisateur d'une bibliothèque publique centrale, d'une bibliothèque publique principale et d'une bibliothèque publique locale, qui dispose au moins d'une filiale ou d'un dépôt et qui dessert plus de 25 000 habitants pour un cadre dont :

- 15 % de l'effectif total est réservé aux grades du personnel dirigeant;
- 40 % de l'effectif total est réservé aux grades de bibliothécaire-adjoint, bibliothécaire gradué, bibliothécaire principal;
- 45 % de l'effectif total est réservé aux autres grades du personnel technique, une variation de 5 % est autorisée dans la répartition au sein du personnel technique.

Art. 39. L'article 12 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Il n'est octroyé de subvention-traitement que pour un seul bibliothécaire directeur par bibliothèque publique centrale. Toutefois à la condition que :

- 1<sup>o</sup> elle accueille 20 000 lecteurs par an;
  - 2<sup>o</sup> elle effectue 500 000 prêts par an;
  - 3<sup>o</sup> elle possède 400 000 volumes,
- une bibliothèque publique centrale bénéficiera d'une subvention-traitement pour un bibliothécaire directeur et un bibliothécaire directeur principal. »

**Art. 40.** Un article 12bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 12bis. Quelle que soit la répartition des grades au sein du cadre d'une bibliothèque publique, il y a une subvention-traitement qui est réservée pour le membre du personnel le plus haut en grade, lequel effectue toujours des prestations complètes ».

**Art. 41.** L'article 8, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juillet 1984 modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 est remplacé par la disposition suivante :

« Les subventions-traitements ne sont octroyées que pour le nombre de membres du personnel fixé par catégorie en application des arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française ».

**Art. 42.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les membres du personnel technique et dirigeant nommés au sein du cadre d'une bibliothèque publique reconnue après la date de publication de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986 au *Moniteur belge* doivent remplir toutes les conditions fixées par l'article 6 de cet arrêté ».

**Art. 43.** La sous-section première et la sous-section II de la section II du chapitre II du titre II du même arrêté, et comprenant les articles 10 et 11 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Sous-section première. — Titularisation des membres du personnel remplissant les conditions requises. »

**Art. 10.** Dès la reconnaissance d'une bibliothèque publique en exécution du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture et pourvu qu'ils remplissent les conditions fixées par l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986, les membres du personnel en service dans cette bibliothèque deviennent de plein droit et immédiatement titulaires du nouveau grade équivalent à leurs titres ou ancienneté spécifique et à leurs fonctions, tel que ce grade est défini à l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986.

En cas de prétention équivalente de 2 ou plusieurs membres du personnel, devient titulaire du grade celui qui était titulaire de la fonction équivalente au moment de la reconnaissance de la bibliothèque publique en application du décret du 28 février 1978.

#### *Sous-section II. — Titularisation des membres du personnel dépourvus des titres requis*

**Art. 11.** Les membres du personnel en service dans une bibliothèque publique à la date de la publication de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986 au *Moniteur belge* et qui remplissent toutes les conditions fixées par l'article 6 du même arrêté, excepté celles relatives aux titres requis, mentionnés à l'annexe du même arrêté, peuvent introduire dès le moment où la bibliothèque publique demande sa reconnaissance, une demande de titularisation auprès de la Commission d'équivalence organisée par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 juillet 1984 modifié par le présent arrêté afin qu'elle leur confère le nouveau grade du personnel technique et dirigeant qui correspond à la fonction qu'ils exercent et que leur titularisation puisse prendre effet dès la prise d'effet de la reconnaissance de la bibliothèque publique en application du décret du 28 février 1978.

Cette titularisation d'un grade est dite par assimilation des fonctions exercées ».

**Art. 44.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Le Ministre qui a le service public de la lecture dans ses attributions crée une commission d'équivalence chargée de conférer aux membres du personnel visés à l'article 11 du présent arrêté le nouveau grade du personnel technique et dirigeant qui correspond à la fonction qu'ils exercent ».

**Art. 45.** Dans l'article 14, § 1 du même arrêté, les mots « outre le Président » sont insérés entre les mots « est composée » et « de six membres ».

**Art. 46.** Pour assurer le passage aux dispositions d'application du décret du 28 février 1978, le certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique organisé par l'arrêté ministériel du 15 février 1979 relatif à l'organisation de cours et d'examens pour l'obtention du certificat d'aptitude à tenir une bibliothèque publique est déclaré être équivalent au certificat élémentaire d'aptitude à fonctionner dans une bibliothèque publique organisé par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986.

**Art. 47.** Le Ministre qui a le service public de la lecture dans ses attributions prend toute nouvelle mesure transitoire nécessaire à l'application du présent arrêté.

#### *TITRE VIII. — Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 48.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 décembre 1982 relatif aux membres du personnel dirigeant et technique des bibliothèques publiques reconnues et aux subventions-traitements est abrogé. Les annexes à cet arrêté sont également abrogées.

**Art. 49.** Le Ministre qui a le service public de la lecture publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruelles, le 5 juin 1986.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
Ph. MONFILS

Annexe

Grades subventionnés	Titres requis		Ancienneté spécifique utile	Echelles des traitements des grades				Classe d'âge
	Titres généraux	Titres délivrés ou reconnus par la Communauté française		No de l'échelle	Traitement		Augmentations intercalaires	
					minimum	maximum		
Chauffeur-classeur Classeur-magasinière	Titre du niveau primaire Permis « poids lourds » Titre du niveau primaire	Certificat élémentaire d'aptitude Certificat élémentaire d'aptitude	42/3	155 602	185 712	3 x 1 2 x 2 10 x 2	1 614 1 634 2 200	18
Chauffeur-classeur principal Classeur-magasinière principal			44/1	172 898	205 640	3 x 1 7 x 2 5 x 2	1 614 2 200 2 500	18
Relieur Aide-bibliothécaire	Titre de relieur dispensé par un établissement agréé Titre du niveau secondaire inférieur	Certificat élémentaire d'aptitude Certificat élémentaire d'aptitude	30/3	158 084	222 800	3 x 1 5 x 2 8 x 2	2 000 3 580 5 077	18
Relieur principal			33/4	167 904	238 500	3 x 1 4 x 2 9 x 2	3 180 3 816 5 088	18
Assistant-bibliothécaire			34/1	178 080	253 764	3 x 1 4 x 2 10 x 2	3 180 3 816 5 088	18
Technicien adjoint Bibliothécaire adjoint	Titre du niveau secondaire supérieur Titre du niveau secondaire supérieur	Certificat élémentaire d'aptitude Brevet d'aptitude	22/2	179 352	300 192	3 x 1 1 x 2 2 x 2 9 x 2	3 816 3 816 5 088 10 176 8 904	

I. PERSONNEL TECHNIQUE :

9 ans au grade de chauffeur-classeur  
9 ans au grade de classeur-magasinière

9 ans au grade de relieur

9 ans au grade d'aide-bibliothécaire

ou 6 ans au grade d'assistant-bibliothécaire

Grades subventionnés	Titres requis		Ancienneté spécifique utile	Echelles des traitements des grades			Classe d'âge	
	Titres généraux	Titres délivrés ou reconnus par la Communauté française		No de l'échelle	Traitement			Augmentations intercalaires
					minimum	maximum		
Technicien adjoint-principal			6 ans au grade de technicien adjoint	22/3	190 800	311 640	3 x 1 3 x 1 1 x 2 1 x 2 2 x 2 2 x 2 9 x 2	3 818 3 818 5 088 10 176 8 904
Bibliothécaire gradué	Titre du niveau supérieur non universitaire : graduat de bibliothécaire-documentaliste		9 ans au grade de bibliothécaire adjoint ou	22/6	201 400	308 340	3 x 1 12 x 2	4 452 7 632
Bibliothécaire principal			9 ans au grade de bibliothécaire gradué	23/6 après 9 a. 24/6	230 656	335 596	3 x 1 12 x 2	4 452 7 632
Bibliothécaire-dirigeant	Titre du niveau universitaire (licence)	Certificat d'aptitude	ou 6 ans dont 3 ans au grade de bibliothécaire principal + examen relevant du pouvoir organisateur	10/1 après 4 a. 10/2	273 480	438 932	3 x 1 10 x 2	8 904 13 674
Bibliothécaire en chef			9 ans dont 3 ans au grade de bibliothécaire dirigeant	11/3	298 920	476 046	3 x 1 11 x 2	8 904 13 674
Bibliothécaire directeur	Titre du niveau universitaire (licence)	Certificat d'aptitude	ou 12 ans dont 6 ans dans un des grades du personnel dirigeant parmi lesquels 3 ans au grade de bibliothécaire en chef	13/2	373 988	583 848	11 x 2	19 080
Bibliothécaire directeur principal	Titre du niveau universitaire (doctorat)	Certificat d'aptitude	ou 15 ans dont 9 ans dans un des grades du personnel dirigeant parmi lesquels 7 ans au grade de bibliothécaire directeur	15/1	592 120	742 000	11 x 2	19 080

## II. PERSONNEL DIRIGEANT :

## VERTALING

N. 86 — 1025

**5 JUNI 1986. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap  
betreffende de leden van het technisch en leidend personeel van de erkende openbare bibliotheken  
en betreffende de weddetoelagen**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de openbare dienst voor lectuurvoorziening, inzonderheid op artikel 4,2; artikel 8, § 1, en artikel 11, eerste lid;

Gelet op het decreet van 8 juli 1983 dat het artikel 12 van het decreet van 28 februari 1978 uitlegt, tot instelling van de openbare dienst voor lectuurvoorziening;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1984 tot vaststelling van de criteria volgens dewelke de inrichtende machten van de erkende openbare bibliotheken het kader van hun personeel bepalen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1984 tot vaststelling van de algemene en bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de plaatselijke, hoofd- en centrale openbare bibliotheken, in toepassing van artikelen 2, § 2 en 4 van het decreet van 28 februari 1978, houdende organisatie van de openbare dienst voor lectuurvoorziening, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor openbare bibliotheken;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekeningen van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter bevoegd voor de begroting, gegeven op 14 mei 1986;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 op de Raad van State;

Gelet op de gemotiveerde dringende noodzakelijkheid :

Door de noodzaak zo spoedig mogelijk het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982 in te trekken betreffende het leidend en technisch personeel van de erkende openbare bibliotheken en betreffende de weddetoelagen, wegens de beperkingen van de begrotingsbeschikbaarheden van de Franse Gemeenschap;

Door de noodzaak de financiële terugtrekking van de steden en gemeenten goed te maken dewelke vertrekken van personeelsleden veroorzakend, de continuïteit van de diensten in vraag stellen en de tewerkstelling in gevaar brengen;

Door de noodzaak de openbare bibliotheken te erkennen in toepassing van het decreet van 28 februari 1978 om hen toe te laten hun kader ten gepaste tijde op te stellen, teneinde die continuïteit van de diensten te waarborgen;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter, belast met de culturele aangelegenheden, en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 5 juni 1986,

Besluiten :

TITEL I. — *Definitie*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Specifieke anciënniteit :

De anciënniteit verworven in de hoedanigheid van technisch en leidend personeelslid in de openbare bibliotheken erkend in toepassing van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de openbare dienst voor lectuurvoorziening;

2. Geldelijke anciënniteit :

De verworven anciënniteit, zelfs buiten een openbare bibliotheek erkend in het kader van het decreet van 28 februari 1978, die de wedde van het personeelslid bepaalt;

3. Openbare bibliotheek :

De openbare bibliotheek erkend in het kader van het decreet van 28 februari 1978;

4. Bekwaamheidsbrevet :

Het bekwaamheidsbrevet om een openbare bibliotheek te houden dat werd ingevoerd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 6 december 1984 betreffende het bekwaamheidsbrevet om een openbare bibliotheek te houden;

5. Kader van de openbare bibliotheek :

Het kader van haar technisch en leidend personeel, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van dit besluit wat betreft het aantal personeelsleden die het omvat en overeenkomstig de criteria vastgesteld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1984 tot vaststelling van de criteria volgens dewelke de inrichtende machten van de erkende openbare bibliotheken het kader van hun personeel bepalen, gewijzigd bij dit besluit wat betreft de verschikkende graden die het omvat alsook hun verdeling;

6. Gesubsidieerd kader :

Het gesubsidieerd kader bestaat uit alle leden van het kader waarvoor de inrichtende macht van de openbare bibliotheek gedurende het lopende jaar weddetoelagen ontvangt;

7. Elementair getuigschrift :

Het elementair bekwaamheidsbewijs om in een openbare bibliotheek te werken die georganiseerd is bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1986 betreffende het elementair bekwaamheidsbewijs om in een openbare bibliotheek te werken, gewijzigd bij dit besluit;



8. Commissie van equivalentie :  
De commissie voorzien in artikel 12 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1984 tot vaststelling van de algemene en bijzondere voorwaarden voor de erkenning van de plaatselijke, hoofd en centrale openbare bibliotheken in toepassing van artikelen 2, § 2 en 4 van het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de openbare leetuurdienst;
9. Gesubsidieerde graad :  
Een graad voorzien binnen het kader van de openbare bibliotheek en waarvoor de titularis een weddetoelage geniet;
10. De Minister :  
De Minister bevoegd voor de openbare leetuurdienst.
11. Bevolking van het grondgebied van bevoegdheid :  
De bevolking van het beschouwde grondgebied, jaarlijks bepaald in het *Belgisch Staatsblad*, onverminderd artikel 12 d en f van het ministerieel besluit van 28 februari 1980 houdende omschrijving van de verschillende types van openbare bibliotheken en houdende organisatie van de functionele ontwikkeling van het net.

#### TITEL II. — Algemene bepaling

**Art. 2.** De leden van het technisch en leidend personeel van de openbare bibliotheken erkend in het kader van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de openbare leetuurvoorziening worden door de inrichtende macht benoemd, bevorderd en ontslagen, overeenkomstig de voorwaarden vastgesteld bij dit besluit, ongeacht zij aan een statutaire regeling zijn onderworpen of op grond van een arbeidsovereenkomst aangeworven werden.

#### TITEL III. — De loopbaan

**Art. 3.** De weddetoelagen worden toegekend voor de graden opgesomd in bijlage bij dit besluit

**Art. 4.** De gesubsidieerde graden van chauffeur-klasseerder, klasseerder-magazijnier, boekbinder, hulpbibliothecaris, adjunct-technicus, adjunct-bibliothecaris, gegradueerde bibliothecaris, leidende bibliothecaris, hoofdbibliothecaris, directeur-bibliothecaris, eersaanwezend directeur-bibliothecaris kunnen bij aanwerving wonder bekomen.

**Art. 5.** De graden van eersaanwezend chauffeur, eersaanwezend klasseerder, eersaanwezend klasseerder-magazijnier, eersaanwezend boekbinder, eersaanwezend adjunct-technicus, assistent-bibliothecaris, gegradueerde bibliothecaris, eersaanwezend bibliothecaris, leidende bibliothecaris, chef-bibliothecaris, directeur bibliothecaris, eersaanwezend directeur-bibliothecaris kunnen eveneens bij bevordering worden bekomen.

**Art. 6.** Om benoemd te kunnen worden binnen het kader van een openbare bibliotheek moet elk technisch en leidend personeelslid aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg zijn;
- van onherroepelijk gedrag zijn;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- voor mannelijke kandidaten, aan de militiewetten voldoen;
- tenminste 18 jaar oud zijn;
- houder zijn van de titels en/of specifieke anciënniteit bedoeld in de bijlage van dit besluit voor de graad waarin hij benoemd is;
- de fysische bekwaamheid genieten om het ambt uit te oefenen dat overeenstemt met de graad waarin hij benoemd is.

**Art. 7.** De specifieke anciënniteit stemt overeen met de totale duur van de aanvaardbare diensten.

**Art. 8.** Worden in aanmerking genomen voor de berekening van de specifieke anciënniteit de bezoldigde diensten, effectief of daarmee gelijkgesteld, uitgeoefend door het personeelslid in een openbare bibliotheek erkend in het kader van het decreet van 27 februari 1978 wanneer dit personeelslid titularis is van één der graden van het technisch of leidend personeel opgesomd in de bijlage van dit besluit of wanneer hij een ambt bekleedt dat overeenstemt met één van deze graden.

**Art. 9.** Worden in aanmerking genomen voor de berekening van de specifieke anciënniteit de bezoldigde diensten, effectief of daarmee gelijkgesteld, uitgeoefend door het personeelslid in een openbare bibliotheek erkend in het kader van de wet van 17 oktober 1921 wanneer dit personeelslid titularis is van een ambt dat overeenstemt met één der graden van het technisch en leidend personeel opgesomd in de bijlage van dit besluit.

#### TITEL IV. — Aantal leden van het technisch en leidend personeel waarvoor de erkende openbare bibliotheken weddetoelagen kunnen genieten

**Art. 10.** Het aantal van het technisch en leidend personeel waarvoor weddetoelagen worden toegekend aan de inrichtende macht van een openbare bibliotheek bestaat uit het aantal betrekkingen met volledige prestaties.

**Art. 11.** Dit aantal betrekkingen met volledige prestaties kan worden weergegeven in halftijdse of viertijdse betrekkingen, dit alles onder voorbehoud van een gunstig advies van de administratie en op grond van een bewijsverslag van de inrichtende macht.

**Art. 12.** De verdeling tussen de verschillende graden van het aantal betrekkingen met volledige prestaties of, in voorkomend geval, met onvolledige prestaties wordt bepaald volgens de criteria vastgesteld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1984, gewijzigd bij dit besluit. Een betrekking in eenzelfde instelling kan niet worden gesplitst tussen een leidende functie en een technische functie.

**Art. 13.** Het aantal leden van het technisch en leidend personeel waarvoor weddetoelagen worden toegekend aan de inrichtende macht van een plaatselijke openbare bibliotheek, dochtermaatschappijen en opslagplaatsen inbegrepen wordt berekend volgens de volgende formule, waarvan het resultaat na de eerste decimaal wordt vastgelegd.

$$\frac{\text{Aantal lezers}}{1\ 400} + \frac{\text{Aantal leningen}}{76\ 000} = \text{aantal personeelsleden}$$

Er moet worden verstaan :

- 1° onder aantal lezers : het aantal regelmatig ingeschreven lezers voor het laatste volledig kalenderjaar en minimum 10 % van de bevolking van het grondgebied van de bevoegdheid van de bibliotheek;  
2° onder aantal leningen : het aantal leningen per regelmatig ingeschreven lezers van datzelfde jaar en maximum 30 leningen per regelmatig ingeschreven leerling.

**Artikel 14.** Indien het bekomen resultaat zoals bepaald in artikel 15 lager is dan 1, is het aantal leden van het technisch en leidend personeel waarvoor weddetoelagen aan de inrichtende macht worden toegekend forfaitair vastgesteld op 1.

**Art. 15.** Wanneer verscheidene plaatselijke openbare bibliotheken op het grondgebied van eenzelfde gemeente gevestigd zijn is het aantal personeelsleden van elke betrokken plaatselijke openbare bibliotheek vastgesteld door de werkelijke aantallen lezers en leningen voorzien in artikel 13, 2° van dit besluit van ambtswege in aanmerking te nemen.

**Art. 16.** Het aantal leden van het technisch en leidend personeel waarvoor weddetoelagen worden toegekend aan de inrichtende macht van een hoofd openbare bibliotheek, dochtermaatschappijen en opslagplaatsen inbegrepen, is vastgesteld :

- 5 eenheden voor één grondgebied van bevoegdheid waarvan de bevolking lager dan of gelijk aan 500 000 inwoners is;
- verhoogd met 1 eenheid per bijkomende breuk van bevolking van 50 000 inwoners en met 1 eenheid voor de overmatige breuk van bevolking van 25 000 inwoners.

**Art. 17. § 1.** Het aantal leden van het technisch en leidend personeel waarvoor weddetoelagen worden toegekend aan de inrichtende macht van een openbare hoofdbibliotheek, dochtermaatschappijen en opslagplaatsen inbegrepen, is vastgesteld op :

- 10 eenheden voor één grondgebied van bevoegdheid waarvan de bevolking lager dan of gelijk aan 500 000 inwoners is;
- verhoogd met 5 eenheden per bijkomende breuk van bevolking van 500 000 inwoners en met 5 eenheden voor de overmatige breuk van bevolking van 250 000 inwoners.

§ 2. Het bekomen aantal zoals bepaald in § 1 wordt verhoogd met :

- 3 eenheden voor de afgeling van de centrale openbare bibliotheek die de lening tussen bibliotheken beheert (genoemd itinerante afdeling);
- 1 eenheid per kleine bibliobus, twee eenheden per grote bibliobus en 3 eenheden per grote gearticuleerde bibliobus, naar rata van het aantal door deze bibliobussen gepresteerde uren (circulante openbare bibliotheek).

**Art. 18.** Wanneer eenzelfde openbare bibliotheek in verscheidene categorieën erkend is, is het aantal leden van het technisch en leidend personeel waarvoor weddetoelagen aan haar inrichtende macht worden toegekend gelijk aan het totaal van de aantallen vastgesteld voor elk van deze categorieën.

#### TITEL V. — *Weddetoelagen*

##### H. A. FDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 19.** De weddetoelagen worden slechts toegekend voor het aantal personeelsleden dat bij dit besluit wordt vastgesteld per categorie van bibliotheken en binnen de grenzen van de betrekkingen die per categorie van bibliotheken bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1984 voorzien zijn, gewijzigd bij dit besluit.

**Art. 20.** De weddetoelagen moeten worden betaald vanaf 1 januari van het jaar dat de erkenning van de openbare bibliotheek volgt.

**Art. 21.** Alleen de wijze van berekening aangenomen, inzake weddetoelagen bepaalt het bedrag van de toelage die werd toegekend ongeacht de barema bepalingen die de inrichtende macht met haar personeel verbindt, op het ogenblik van de erkenning. Het verschil ten gunste van de reeds in dienst zijnde ambtenaar blijft ten laste van gezegde macht.

##### H. A. FDSTUK II. — *Het bedrag van de weddetoelagen*

**Art. 22.** De weddetoelage bestaat uit de bruto bezoldiging verhoogd met de wettelijke voordelen.

**Art. 23.** De wedde van een personeelslid wordt vastgesteld bij zijn indiensttreding in een graad :

- 1° in de schaal die beantwoordt aan de graad waarvan hij titularis is;
- 2° volgens de wedde die overeenstemt met zijn geldelijke anciënniteit;
- 3° naar rata van de gepresteerde prestaties.

**Art. 24. § 1.** De bruto weddeschalen betreffende de gesubsidieerde graden worden vermeld in de bijlage van dit besluit.

§ 2. Deze schalen omvatten :

- een minimum wedde;
- baremische verhogingen;
- een maximum wedde.

§ 3. Alle bedragen worden aangegeven met honderd als indexcijfer.

**Art. 25.** De regels inzake geldelijke anciënniteit die van toepassing zijn op het personeel van de Gemeenschap worden van ambtswege voor het berekenen van de prestaties en van de weddetoelagen van het personeel van de bibliotheken omgezet.

**Art. 26.** Het personeelslid van de bibliotheek met de hoogste graad oefent er altijd volledige prestaties uit.

### HOOFDSTUK III. — Toekenning van weddetoelagen

#### Afdeling I. — Procedure

**Art. 27.** De inrichtende macht van de openbare bibliotheek stelt het kader vast van zijn technisch en leidend personeel door rekening te houden met de bepalingen vastgesteld bij dit besluit en volgens de criteria vastgesteld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1984, gewijzigd bij dit besluit wat betreft de verschillende graden die het omvat en hun verdeling.

**Art. 28.** Het kader moet door de Minister worden goedgekeurd.

**Art. 29.** De weddetoelagen kunnen slechts worden toegekend na goedkeuring van het kader.

**Art. 30.** Elke wijziging van het kader van de openbare bibliotheek kan slechts gevolg hebben voor de weddetoelagen vanaf 1 januari van het jaar dat de door de Minister goedkeuring van het gewijzigd kader volgt.

**Art. 31.** De toekenning van de weddetoelagen moet gepaard gaan met het overmaken aan de administratie van de Gemeenschap van een volledig dossier met alle bewijsstukken die nodig zijn voor deze verificatie en voor de berekening van de geldelijke anciënniteit van de titularis.

**Art. 32.** De weddetoelagen worden elke semester gestort aan de inrichtende macht van de openbare bibliotheek die elk personeelslid zijn bezoldiging betaalt zodat de maandelijkse bruto wedde betreffende de gesubsidieerde prestaties tenminste gelijk is aan de weddetoelagen gestort voor dit personeelslid.

**Art. 33.** Alle veranderingen in de situatie van een gesubsidieerde ambtenaar moeten aan de administratie worden overgemaakt.

#### Afdeling II. — Sancties

**Art. 34.** Indien blijkt dat onjuiste gegevens werden verstrekt of dat de bij dit besluit vastgestelde bepalingen niet werden nageleefd of dat de weddetoelagen besteed werden aan uitgaven die geen betrekking hebben op de uitbetaling van bedoelde wedden, kan de Minister :

- 1° de storting van de weddetoelagen geheel of gedeeltelijk opschorten;
- 2° de terugbetaling eisen van de weddetoelagen die ten onrechte gestort werden, gepaard met een boete die gelijk is aan het vierde van deze toelagen.

### TITEL VI. — Bijkomende bepalingen

**Art. 35.** In artikelen 2 tot 6 van ditzelfde besluit worden de woorden « in bijlage I van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982 » vervangen door de woorden « in bijlage van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1986 ».

**Art. 36.** Artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1984 tot vaststelling van de criteria volgens dewelke de inrichtende machten van de erkende openbare bibliotheken het kader van hun personeel bepalen, wordt als volgt aangevuld :

« De graad van hoofd-directeur-bibliothecaris zal slechts kunnen bestaan in een centrale openbare bibliotheek die aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 20 000 lezers ontvangen per jaar.
- 500 000 leningen verzekeren per jaar.
- 400 000 volumes bezitten. »

**Art. 37.** In artikelen 7 en 8 van ditzelfde besluit wordt het woord « bibliothecaris » vervangen door de woorden « gegraduateerde bibliothecaris ».

**Art. 38.** Artikel 11 van ditzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 11 : De weddetoelagen worden toegekend aan de inrichtende macht van een centrale openbare bibliotheek, een hoofd openbare bibliotheek en een plaatselijke openbare bibliotheek die tenminste over een dochtermaatschappij of een opslagplaats beschikt en die meer dan 25 000 inwoners bedient voor een kader waarvan :

- 15 % van het volledige bestand voorbehouden is aan de graden van het leidend personeel;
- 40 % van het volledig bestand voorbehouden is aan de graden van adjunct-bibliothecaris, gegraduateerde bibliothecaris, hoofdbibliothecaris;
- 45 % van het volledig bestand voor andere graden van het technisch personeel. Een afwijking van 5 % is toegelaten in de verdeling in het technisch personeel.

**Art. 39.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Er wordt slechts een weddetoelagen toegekend voor één bibliothecaris-directeur per centrale openbare bibliotheek op voorwaarde dat zij :

- 20 000 lezers ontvangt per jaar.
- 500 000 leningen verzekert per jaar.
- 400 000 volumes heeft.

Een centrale openbare bibliotheek zal een weddetoelagen genieten voor een directeur-bibliothecaris en voor een hoofd-directeur-bibliothecaris.

Art. 40. Een artikel 12bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde besluit :

« Artikel 12bis : Een weddetoelage wordt bestemd voor het personeelslid met de hoogste graad ongeacht de verdeling der graden binnen het kader van een openbare bibliotheek, dit personeelslid oefent altijd volledige prestaties uit ».

Art. 41. Artikel 8, § 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1984 gewijzigd door het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De weddetoelagen worden slechts toegekend voor het aantal personeelsleden vastgesteld per categorie in toepassing van de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap ».

Art. 42. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De leden van het technisch en leidend personeel benoemd binnen het kader van een openbare bibliotheek erkend na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1988 moeten voldoen aan alle voorwaarden vastgesteld bij artikel 6 van dit besluit. »

Art. 43. De eerste en tweede onderafdeling van afdeling II van hoofdstuk II van titel II van hetzelfde besluit, waar artikelen 10 en 11 worden omvat, worden vervangen door de volgende bepaling :

« *Eerste onderafdeling.* — Titularisatie van de personeelsleden die aan de vereiste voorwaarden voldoen

Art. 10 : Vanaf de erkenning van een openbare bibliotheek in uitvoering van het decreet van 28 februari 1978 houdende organisatie van de openbare lektuurdienst en voor zover zij voldoen aan die voorwaarden vastgesteld bij artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1986, worden de personeelsleden die in deze bibliotheek in dienst zijn van rechtswege titularissen van de nieuwe graad die overeenstemt met hun titels of specifieke anciënniteit en met hun ambten, die graad wordt omschreven in de bijlage van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1986.

In geval van gelijkwaardige aanspraak van 2 of meerdere personeelsleden, wordt titularis van de graad degene die titularis was van de gelijkwaardige functie op het ogenblik van de erkenning van de openbare bibliotheek bij toepassing van het decreet van 28 februari 1978.

« *Tweede onderafdeling.* — Titularisatie van de personeelsleden zonder vereiste titels

Art. 11. De personeelsleden die in een openbare bibliotheek in dienst zijn op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1986 en die voldoen aan alle voorwaarden vastgesteld bij artikel 6 van hetzelfde besluit, met uitzondering van de voorwaarden betreffende de vereiste titels bedoeld in de bijlage van hetzelfde besluit mogen, vanaf het ogenblik dat de openbare bibliotheek haar erkenning vraagt, een aanvraag van titularisatie bij de Commissie van equivalentie, georganiseerd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1984, gewijzigd bij dit besluit indienen, opdat de nieuwe graad van het technisch en leidend personeel die overeenstemt met het ambt dat zij uitoefenen, hen wordt toegekend en opdat hun titularisatie in werking treedt vanaf de erkenning van de openbare bibliotheek in toepassing van het decreet van 28 februari 1978.

Deze titularisatie van een graad wordt toegekend bij assimilatie van de uitgeoefende ambten.

Art. 44. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 12. De Minister bevoegd voor de lektuurdienst richt een commissie van equivalentie op die belast is met het toekennen aan de personeelsleden bedoeld in artikel 11 van dit besluit van de nieuwe graad van het technisch en leidend personeel die overeenstemt met het ambt dat ze uitoefenen. »

Art. 45. In artikel 14, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « behalve de voorzitter » ingevoegd tussen de woorden « bestaat uit » en « 6 leden ».

Art. 46. Om de overgang naar toepassingsbepalingen van het decreet van 28 februari 1978 te verzekeren, wordt het bekwaamheidsbewijs voor het houden van een openbare bibliotheek, georganiseerd bij het ministerieel besluit van 15 februari 1979 betreffende de organisatie van cursussen en examens tot het bekomen van een bekwaamheidsbewijs voor het houden van een openbare bibliotheek, beschouwd als equivalent met het elementair bekwaamheidsbewijs in een openbare bibliotheek georganiseerd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1986.

Art. 47. De Minister bevoegd voor de lektuurdienst treft alle nieuwe overgangsmaatregelen die nodig zijn voor de toepassing van dit besluit.

#### TITEL VIII — *Ophettings- en slotbepalingen*

Art. 48. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 20 december 1982 betreffende de leden van het leidend en technisch personeel van de erkende openbare bibliotheken en betreffende de weddetoelagen is opgeheven. De bijlagen van dit besluit zijn eveneens opgeheven.

Art. 49. De Minister bevoegd voor de lektuurdienst is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 juni 1986.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
Ph. MONFILS

## Bijlage

Gesubsidieerde graden	Verste titels		Nodige specifieke ancienniteit	Weddeschalen der graden				Leeftijdsklasse	
	Algemene titels	Titels uitgereikt of erkend door de Franse Gemeenschap		Nr. van de schaal	Wedde		Intercaulaire verhogingen		
					minimum	maximum	Aantal en ritme		Bedrag
Chauffeur-klasserder	Titel van lager onderwijs Rijbewijs « zware gewichten »	Elementair bekwaamheidsbewijs	42/3	155 602	185 712	3 x 1 2 x 2 10 x 2	1 614 1 634 2 200	18	
Klasserder-magazijnier	Titel van lager onderwijs	Elementair bekwaamheidsbewijs	44/1	172 898	205 640	3 x 1 7 x 2 5 x 2	1 614 2 200 2 500	18	
Chauffeur-hoofdklasseerder Magazijnier-hoofdklasseerder			30/3	158 064	222 800	3 x 1 5 x 2 8 x 2	2 000 3 580 5 077	18	
Boekbinder Hulpbibliothecaris	Titel van boekbinder uitge-reikt door een erkende inrichting Titel van lager secundair onderwijs	Elementair bekwaamheidsbewijs Elementair bekwaamheidsbewijs	33/4	167 904	238 500	3 x 1 4 x 2 9 x 2	3 180 3 816 5 088	18	
Hoofdboekbinder			34/1	178 080	253 764	3 x 1 4 x 2 10 x 2	3 180 3 816 5 088	18	
Assistent-bibliothecaris			22/2	179 852	300 192	3 x 1 1 x 2 1 x 2 2 x 2 9 x 2	3 816 3 816 5 088 10 176 8 904		
Adjunct technicus Adjunct-bibliothecaris	Titel van hoger secundair onderwijs Titel van hoger secundair onderwijs	Elementair bekwaamheidsbewijs Bekwaamheidsbrevet							

## I. TECHNISCH PERSONEEL :

Gesubsidieerde graden	Vereiste titels		Nodige specifieke anciënniteit	Weddeschalen der graden				Leef-tijds klasse	
	Algemene titels	Titels uitgereikt of erkend door de Franse Gemeenschap		Nr. van de school	Wedde		Intervalaire verhogingen		
					minimum	maximum			Aantal en ritme
Adjunct-hoofdtechnicus			6 jaar voor de graad van adjunct-technicus	22/3	190 800	311 640	3 x 1 1 x 2 1 x 2 2 x 2 9 x 2	3 816 3 816 5 088 10 176 8 904	
Gegradueerde bibliothecaris	Titel van hoger niet universitaire onderwijs : graduaat bibliothecaris-documentalist		9 jaar voor de graad van bibliothecaris	22/6	201 400	305 340	3 x 1 12 x 2	4 452 7 632	23
Hoofdbibliothecaris			9 jaar voor de graad van gegradueerde bibliothecaris	23/6 24/6	230 656 256 944	395 596 361 884	3 x 1 12 x 2 3 x 1 12 x 2	4 452 7 632 4 452 7 632	23
Leidende bibliothecaris	Titel van universitaire onderwys (licentie)	Elementair bekwaamheidsbewijs	of 6 jaar waarvan 3 jaar in de graad van hoofdbibliothecaris + examen door de inrichtende macht georganiseerd	10/1 na 4 j.	273 480	436 932	3 x 1 10 x 2	8 904 13 674	24
Chef-bibliothecaris			9 jaar waarvan 3 jaar in de graad van leidende bibliothecaris	10/2	284 280	447 732	3 x 1 10 x 2	8 904 13 674	24
Directeur-bibliothecaris	Titel van universitaire onderwys (licentie)	Elementair bekwaamheidsbewijs	9 jaar waarvan 3 jaar in de graad van leidende bibliothecaris	11/3	296 920	476 046	3 x 1 11 x 2	8 904 13 674	24
Hoofddirecteur-bibliothecaris	Titel van universitaire onderwys (doctoraat)	Elementair bekwaamheidsbewijs	of 12 jaar waarvan 6 jaar in één der graden van het leidend personeel waarvan 3 jaar in de graad van chef-bibliothecaris	13/2	373 968	583 848	11 x 2	19 080	24
			of 15 jaar waarvan 9 jaar in één der graden van het leidend personeel waarvan 7 jaar in de graad van directeur-bibliothecaris	15/1	532 120	742 000	11 x 2	19 080	24

II. LEIDEND PERSONEEL :